

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

SEANCE DU 15 DECEMBRE 2017

Titulaires présents		Excusés
ALZURI Emmanuel (à partir du rapport n°12)	JUHEL Laurent	CARPENTIER Vincent
BAUDRY Paul	KEHRIG COTTENÇON Chantal	MOTSCH Nathalie
BISAUTA Martine	LAFLAQUIERE Jean-Pierre (à partir du rapport n°12)	
CARASCO Olivier	LESPADE Jean-Marc	
DARRIBEROUGE Louis	NARBAIS-JAUREGUY Eric	
ETCHEGARAY Jean-Pierre	NOUSBAUM Pierre-Marie	
ETCHEGARAY Jean-René (à partir du rapport n°5)	OLIVE Claude	
FOURNIER Jean-Louis	SALDUCCI Jean-Paul	
GONZALES Christian	SOROSTE Michel	
HACALA Germaine	VEUNAC Jacques (à partir du rapport n°6)	
HIRIART-URRUTY Argitxu	VEUNAC Michel	
HOURCADE Robert		

Titulaires excusés	Suppléants désignés
BONNAMY Eric	ORTIZ Laurent
CHARRON Martine	DAMESTOY Roland
ETCHEMENDY René (démissionnaire)	CACHENAUT Bernard
IBARLUCIA Michel	FOURQUET Guillaume
LASSERRE-DAVID Florence	GOURGUES Jean-Paul
PONS Yves	DIBON Pierre

Procurations de titulaires excusés à des titulaires

Titulaires excusés	Titulaires désignés
DAGORRET Francis	CARASCO Olivier
MENDIBURU Paul	ETCHEGARAY Jean-Pierre
NEYS Philippe	ETCHEGARAY Jean-René
THEBAUD Marie-Ange	BISAUTA Martine

**Secrétaire de Séance :** Olivier CARASCO

### OJ N°22 DELIBERATION MODIFICATIVE – REGLEMENT INTERIEUR DE LA COMMISSION D'INDEMNISATION DES TRAVAUX DU TRAM'BUS

Dans le cadre du projet de réalisation des deux lignes de Bus à Haut Niveau de Service, dites « Tram'Bus 1 et 2 », il est proposé la mise en place d'une Commission d'indemnisation Amiable au titre du Tram'Bus (CIATB), auprès des entreprises, commerçants, artisans et professions libérales situés dans le périmètre de l'emprise des travaux.

En effet, au regard de l'envergure et de la durée des travaux, les perturbations générées peuvent avoir un impact sur les activités économiques et commerciales.

La procédure d'indemnisation amiable permet, selon certaines conditions, la réparation d'un préjudice, qui normalement relèverait a posteriori d'une décision de justice. Ce dispositif vise, par la recherche de solutions contractuelles préalables, à éviter des procédures contentieuses souvent longues et pouvant de ce fait, pénaliser encore plus l'activité commerciale.

Institué par délibération, ce dispositif facultatif garantit une solution beaucoup plus rapide qu'un contentieux juridictionnel.

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Le Règlement Intérieur décline l'ensemble des pièces justificatives à fournir par les requérants dans le cadre de l'instruction des dossiers.

La Commission a décidé de prendre en compte le fait que les micro-entrepreneurs ne sont en effet pas tenus de disposer de pièces comptables identiques. Par conséquent, il est proposé que le Règlement Intérieur soit amendé de la façon suivante :

### « Pièces à fournir : cas particulier des micro-entrepreneurs »

*Eut égard à la particularité de leur statut, les micro-entrepreneurs ne sont pas tenus de disposer de pièces comptables identiques à celles d'une entreprise classique, par conséquent, les pièces à fournir sont les suivantes :*

#### *Pièces obligatoires*

- Dossier de demande d'indemnisation dûment complété
- Extrait K-bis récent ou extrait d'immatriculation au répertoire des métiers (extrait « D1 »)
- Déclarations fiscales des Chiffres d'Affaires des 3 dernières années de référence et de l'année en cours.
- Détail du Chiffre d'Affaire mensuel des 3 derniers exercices.
- Relevé d'Identité Bancaire (RIB)
- 2 attestations sur l'honneur à compléter
- L'évaluation du préjudice.

#### *Pièces facultatives*

- Photos et plans significatifs sur la situation du requérant pendant les travaux,
- Tout élément de contexte économique permettant d'apprécier la situation. »

Il est donc proposé au Comité Syndical que le Règlement Intérieur de la Commission d'indemnisation intérieur soit modifié dans ce sens par un addendum à son article IX.

Les autres termes de la délibération du 21 juillet 2017 relative au Règlement Intérieur restent inchangés.

Le Conseil Syndical est donc invité à :

- valider la modification de la délibération du 21 juillet 2017 en prenant en compte la modification du Règlement Intérieur relative aux pièces à fournir par les micro-entrepreneurs.
- autoriser Monsieur le Président à accomplir toutes les formalités entraînées et effectuer toutes les démarches permettant la bonne application de la présente délibération.

### ADOpte A L'UNANIMITE

*Fait et délibéré en séance les jours, mois et an que dessus, et le présent extrait certifié conforme au registre.  
Certifié exécutoire.*

*Transmis à la Sous-Préfecture*

*De Bayonne le 20 DEC. 2017*

*Affiché le 20 DEC. 2017*

*Le Président,*

*Claude OLIVE*



Acte certifié exécutoire

- Par publication ou notification le 20/12/2017
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 20/12/2017

ASQUE-ADOUR

! : 05 59 44 74 88 – Fax : 05 59 44 72 99